



# Rapport d'activités 2014

*Fait à Paris le 4 mai 2015  
Par Didier LESUEUR, Directeur Général et  
Jean-Louis SANCHEZ, Délégué général*

L'année 2014 est une année exceptionnelle dans l'histoire de l'observatoire national de l'action sociale (Odas). Dans une période difficile pour les associations comme l'Odas, l'observatoire a été particulièrement affecté avec le licenciement de deux personnes et a été confronté par ailleurs au décès accidentel de son Président. Une situation de crise qui a pu être assumée, grâce à la confiance de ses adhérents, la mobilisation de ses personnels et une notoriété qui a continué de se renforcer.

En effet, l'Odas a connu en 2014 un niveau d'activité très soutenu provoqué par les demandes des collectivités locales et des institutions nationales. L'Odas a aussi continué d'enregistrer un courant d'adhésion de collectivités locales et d'associations. Enfin, les manifestations nationales organisées, seul ou en partenariat, ont toutes rencontré des audiences importantes.

Et pourtant les ressources de l'Odas ont continué de se contracter. Commencée en 2012, la baisse des subventions s'est poursuivie de manière considérable en 2013 et dans une moindre mesure en 2014. Au total, la baisse représente plus du quart des subventions<sup>1</sup>. L'Odas a donc du lancer de nouvelles initiatives non prévues dans son programme d'activités comme l'organisation d'une manifestation à Paris sur 30 ans de décentralisation pour équilibrer ses comptes en 2014.

Trouver des financements nouveaux, notamment pour la poursuite de l'agence des pratiques et innovations locales (APRILES)<sup>2</sup>, reste donc une nécessité. A cet effet, une demande de financement par le « fond social européen » a été déposée auprès du Conseil Régional de l'Ile-de-France, gestionnaire de ces fonds. De même, plusieurs institutions ont été sollicitées pour s'engager avec APRILES dans la construction d'un véritable laboratoire de l'initiative locale<sup>3</sup>.

Sur le terrain des études, diverses propositions sont en cours d'élaboration avec le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) et la Caisse nationale de soutien à l'autonomie. Mais il faut savoir que toute démarche est à son tour source de dépenses supplémentaires.

C'est pourquoi il devient indispensable de construire un nouvel équilibre financier pour maintenir l'indépendance et donc la crédibilité des travaux de l'Odas. Car, l'activité 2014 témoigne à nouveau, de l'utilité de

---

<sup>1</sup> En 2011, les subventions de l'Etat et des organismes de protection sociale représentaient 555 000 €. En 2014, le total est au final de 405 000 € soit une baisse de 27% !

<sup>2</sup> Les subventions à APRILES étaient en 2012 de 120 000 € (CCMSA, CNAF, SGCIV). Elles sont en 2014, à périmètre constant, de 50 000 € (CCMSA, CGET). Une diminution de 58%, avec le retrait de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) en 2013 et la diminution des concours du SGCIV/CGET en 2013, puis 2014.

<sup>3</sup> C'est ainsi que depuis 2014, l'OCIRP s'est engagé à soutenir APRILES.

l'institution, comme le montre ce rapport qui présente de façon plus détaillée les actions réalisées en 2014 dans deux directions : l'observation des stratégies, des organisations et des politiques locales (1<sup>ère</sup> partie) ; l'animation de réseaux (2<sup>ème</sup> partie). Tandis qu'en annexe, est proposée une présentation synthétique et quantifiée de toutes les activités de l'Odas.

# **Première partie**

## **L'observation des stratégies, des organisations et des politiques locales**

### **I – La finalité de l'action locale au cœur du projet de l'Odas**

Depuis des années, les travaux de l'Odas appellent l'attention des décideurs, qu'ils soient nationaux ou locaux, sur la profonde transformation de la question sociale. En effet, il ne s'agit pas seulement de la dimension économique, qui ne faiblit pas et s'étend au cœur de la société. Mais également de la dimension relationnelle (affaiblissement des liens sociaux, isolement, repli sur soi voir défiance,...) et la dimension identitaire (perte des repères collectifs, sens de l'utilité sociale, du projet collectif,...) qui sont tout aussi délétères. Or les collectivités locales disposent sans doute des leviers les plus efficaces pour créer des conditions favorables à la construction de liens sociaux et de repères collectifs adaptés au monde d'aujourd'hui.

On ne sera donc pas surpris de l'attention particulière portée par l'Odas aux élections municipales. Ainsi, à la veille de ces élections, l'Odas a organisé une conférence de presse, le 6 mars 2014, sur le thème « le vivre ensemble, véritable enjeu du prochain mandat municipal » et quelques mois plus tard, une rencontre nationale au Sénat pour présenter les travaux menés ces dernières années en la matière.

Mais ce souci de renforcer notre lien avec les villes n'a pas atténué notre lien avec les Départements, pour identifier de nouvelles voies d'adaptation des réponses fondées notamment sur la promotion du développement social.

C'est tout particulièrement l'enjeu de la recherche-action « Territorialisation et cohésion sociale : comment renforcer les démarches de prévention et de développement social » initiée en 2012. Elle a été poursuivie tout au long de l'année 2014 avec le concours des 18 Départements suivants: Bas-Rhin, Bouches-du-Rhône, Cher, Corse du Sud, Côtes-d'Armor, Creuse, Doubs, Drôme, Eure, Finistère, Gironde, Isère, Jura, Maine-et-Loire, Meurthe-et-Moselle, Nord, Pas-de-Calais, Vienne.

La première étape s'est achevée au début de l'année 2014, après la remise d'un rapport écrit à chaque Département<sup>4</sup>. Au total, 18 rapports ont été rédigés, nourris des constats effectués lors des visites dans

---

<sup>4</sup> Ces rapports sont la propriété de chacun des Départements concernés et de l'Odas. Ils n'ont donc pas vocation à être publiés.

chaque Département. Ils avaient vocation à servir de base pour la construction de la seconde étape de cette recherche-action.

Cette deuxième étape, qui se poursuivra en 2015, est plus opérationnelle et donc laisse beaucoup plus à l'initiative de chaque Département. Très différent d'un Département à l'autre, le travail a permis de mesurer combien l'observation partagée pouvait être un levier de changement. Et combien le croisement des regards, qui a continué d'être mis en œuvre lors des déplacements dans chaque Département, avec la participation aux cotés des permanents de l'Odas, d'autres professionnels est utile.

Ce travail singulier entre l'Odas et chaque Département a continué d'être enrichi par une réflexion collective menée au sein du comité de pilotage, qui s'est réuni quatre fois. Outre des représentants de chaque Département concerné, il est constitué de représentants de l'Etat (Direction générale de la cohésion sociale - DGCS), de la Caisse centrale de mutualité sociale agricole (CCMSA) ainsi que des institutions de formation (Ecole des hautes études en santé publique - EHESP de Rennes, le centre national de la fonction publique territoriale - CNFPT/INSET d'Angers), et d'une association professionnelle, l'Association nationale des cadres de l'action sociale départementale (ANCASD). Avec le choix, cette année, de travailler en sous-groupes, pour davantage approfondir les sujets et parvenir à dégager des propositions concrètes, sur quatre thèmes, identifiés collectivement comme majeurs:

- la gouvernance des organisations territorialisées;
- le diagnostic de territoire et l'évaluation de la territorialisation;
- l'évolution de l'intervention sociale : comment favoriser l'innovation et les logiques ascendantes;
- la construction d'un management adapté au développement social : Quel rôle pour l'encadrement intermédiaire ?

Des constats et des préconisations, qui ont commencé à être discutés lors du symposium organisé à Paris le 13 novembre 2014 et qui feront l'objet d'une publication en 2015. Un contenu qui pourra fortement inspirer les stratégies et l'action des nouveaux conseils départementaux, élus en 2015.

## **II – Des études pour faire émerger la nécessité d'une transformation sociale**

L'interrogation de l'action au regard de cette finalité est également au cœur des réflexions menées dans les différents groupes ou sous-groupes de travail de l'Odas, qui ont représentés 18 séances de travail, en dehors de celles consacrées à la recherche action « Territorialisation et cohésion sociale ».

Dans le cadre de ces commissions ont été notamment analysés les résultats de l'enquête annuelle de l'Odas sur les dépenses d'action sociale départementale, qui bien qu'effectuée à partir d'un échantillon représentatif<sup>5</sup>, permet d'estimer très précisément, moins de six mois après la clôture de l'exercice budgétaires, les évolutions par domaine d'intervention et par nature de dépenses (allocations, maintien à domicile, hébergement). Il s'agit de qualifier les constats et de les compléter au besoin par des enquêtes flash. La lettre de l'Odas publiée en juin 2014 sur les dépenses départementales d'action sociale de 2013 a été titrée : « l'impasse ». Un terme fort pour résumer les constats de cette année et alerter les pouvoirs publics sur une situation de plus en plus difficile avec des dépenses qui augmentent deux fois plus vite que les recettes. Des recettes qui pour certaines justifient d'en comprendre les mécanismes comme la Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (TICPE) qui a fait l'objet d'une des « enquêtes flash ». Les résultats des travaux relatifs aux dépenses départementales d'action sociale 2013 ont été présentés lors d'une conférence de presse organisée le 17 juin 2014. Un travail réalisé avec une contribution de La Banque Postale et appuyé par un partenariat renouvelé avec cette institution.

Les travaux dans le champ de l'accompagnement social ont porté sur le thème « adapter le travail social au nouveau contexte de précarisation de notre société ». Ils ont été menés avec les responsables d'action sociale de 33 Départements, répartis en deux sous-groupes, ceux de Départements de moins de 550 000 habitants, et ceux de Départements de plus de 550 000 habitants. Ce souci d'adapter l'action inspire également l'étude en cours de finalisation sur les interventions de protection de l'enfance dans le milieu de vie de l'enfant. En s'appuyant sur le constat porté par la Cour des comptes<sup>6</sup> sur les difficultés rencontrées par les Départements pour piloter le secteur de la protection de l'enfance, l'Odas a recherché avec une dizaine de Département et d'autres institutions, les voies possibles d'une amélioration du soutien de l'enfance dans son milieu de vie. La commission ad-hoc a été réunie 2 fois en 2014.

« Vieillesse, handicap, dépendance : comment sortir des schémas traditionnels ? » était le thème retenu pour travailler aussi avec les responsables d'action sociale de 38 Départements, toujours répartis en deux sous-groupes (cf supra). Une vision plus large que l'étude en voie d'achèvement, cofinancée par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) et l'Odas, sur le service des allocations de maintien à domicile: l'allocation personnalisée d'autonomie (APA), la prestation de compensation du handicap (PCH) et l'allocation compensatrice pour tierce-personne (ACTP). 3 séances de la commission autonomie ont été mobilisées pour confronter les résultats (de l'enquête nationale menée

---

<sup>5</sup> Cet échantillon comprend de manière régulière 40 Départements

<sup>6</sup> Rapport public thématique de la Cour des comptes relatif à la protection de l'enfance - 2009

auprès de tous les Départements, des 10 visites sur place et des nombreux entretiens) et en tirer des préconisations. Globalement, si l'ingénierie des Départements est très orientée vers l'amélioration de la gestion de ces allocations, émerge la recherche d'une mise en œuvre beaucoup plus intégrée, que ce soit avec les bénéficiaires (la notion de parcours), les prestataires (les conventions pluriannuelles), et les partenaires (la vision globale).

Mais à nouveau la prévention demeure encore trop peu au centre des préoccupations. Un sujet largement abordé par ailleurs dans le cahier de l'Odas « Optimiser le soutien à domicile des personnes âgées – Pour une meilleure complémentarité entre les caisses de retraite et les Départements », publié en septembre 2014 avec le concours de la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV). Cette publication livre les conclusions d'une recherche, soutenue par l'inter-régime des caisses de retraite et plus particulièrement la CNAV et la mutualité sociale agricole (MSA) sur les relations entre les caisses de retraite et les Départements à partir, notamment, des pratiques expertisées dans 6 Départements. Cette question de la prévention est aussi au cœur de l'étude menée pour identifier des pratiques inspirantes dans le domaine des personnes âgées immigrées. Un groupe de travail ad-hoc réunissant des Villes, des Départements, des associations et des représentants de l'Etat ont été réunis à 5 reprises, et plusieurs visites sur site ont été organisées. Un guide méthodologique sera publié sur ce sujet en 2015.

Enfin, le travail sur le coût des établissements pour personnes adultes handicapées s'est poursuivi avec l'appui de 18 Départements et de représentants de ce secteur d'activité. Le lien entre les coûts et le type de handicap est difficile à effectuer. Aussi, la construction d'une méthodologie d'analyse des coûts de ces établissements a été amorcée. Un projet qui ne pourra aller au bout de ses promesses et de son ambition, faute d'un financement adéquat.

Il résulte de ces différents travaux une importante présence de l'Odas sur le terrain. En effet, plus d'une quarantaine de déplacements ont été effectués. L'Odas a aussi été sollicité, dans une relation duelle, pour accompagner des collectivités dans leurs projets, que ce soit pour réaliser ensemble une manifestation (Département des Alpes-de-Haute-Provence, Département des Hautes-Alpes, Département de l'Essonne, Département du Nord, Département du Pas-de-Calais), ou co-construire un projet (Ville d'Antony, Département de la Lozère).

Enfin relevons que l'Odas a été auditionné à plusieurs reprises, sur le plan national mais également sur le plan local, que ce soit dans le cadre de projets législatifs, de l'audit de politiques ou de réflexions engagées par différentes institutions de la république (ministres, ministères, parlement, défenseur des droits, cour des comptes, inspection générale de l'administration, inspection générale des finances, inspection générale de

l'action sociale, collectivités locales, organismes de protection sociale...) voire des organismes de formation ou des associations. L'Odas participe aussi à des comités de pilotage d'initiative nationale, notamment celui concernant les « états généraux du travail social », avec une participation au groupe de travail sur le développement social et le travail social. Et la production d'une contribution écrite « Le développement social : enjeux de définition et de traduction concrète » en décembre 2014<sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup> Contribution accessible sur le site de l'Odas, [www.odas.net](http://www.odas.net)



## **Deuxième partie**

### **L'animation de réseaux**

#### **I - Repérage et diffusion des pratiques inspirantes: APRILES**

En 2014 à nouveau, l'agence des pratiques et initiatives locales (Apriles)<sup>8</sup> animée par l'Odas a démontré son utilité en poursuivant l'extension de son rayonnement sur le web avec une augmentation de 7,5% du nombre de visites, ayant permis de passer la barre symbolique des 100 000 visites. L'agence a également bénéficié de beaucoup de visibilité sur le terrain : lors de colloques organisés par l'Odas et ses partenaires, à travers la distribution de fiches action et la présentation d'initiatives repérées et expertisées par l'agence. La crédibilité d'Apriles se confirme donc à un moment où son modèle économique est interrogé (cf supra - introduction).

C'est pourquoi neuf ans après sa création, fort des enseignements obtenus par cette démarche, Apriles entend être reconnue comme véritable laboratoire de l'innovation locale en ciblant davantage ses objectifs vers la transférabilité des pratiques inspirantes. Plus précisément, en parallèle de son activité de repérage et d'expertise, l'agence s'attachera dorénavant à identifier et promouvoir, parmi toutes les bonnes pratiques recensées, les plus significatives d'entre elles. Cette évolution répond à deux préoccupations. Il s'agit d'une part de mieux identifier les initiatives dont l'impact sur les nouveaux enjeux sociaux et la maîtrise des financements publics s'avèrent décisif. En effet, ces actions pourraient faire l'objet d'une promotion exceptionnelle pour qu'elles puissent être ensuite mises en œuvre sur l'ensemble du territoire national. Il s'agit d'autre part d'offrir, pour faciliter la diffusion de ces expériences, un soutien plus approfondi sur le plan méthodologique et stratégique.

C'est déjà le cas pour les « journées citoyennes » qui, grâce au travail de promotion au sein des médias, de lobbying auprès de nombreux responsables politiques locaux et nationaux, de promotion auprès d'élus et professionnels, poursuivent leur développement avec une quarantaine de villes dorénavant impliqués, essentiellement en Alsace mais aussi dans le Jura. Mais on pourrait également citer « l'outil en main », première initiative à avoir bénéficié d'un accompagnement accru au cours d'une réunion réunissant une dizaine d'experts qui ont pu apporter leurs conseils et mettre leur réseau à disposition.

---

<sup>8</sup> Référence du site internet Apriles : [www.apriles.net](http://www.apriles.net)

Pour accentuer ce développement, il est donc utile de faire connaître le bilan détaillé de cette agence. « Apriles.net » demeure le seul site hexagonal proposant autant d'initiatives (328 fiches actions) dans les différents champs de l'action sociale et sociétale. Grâce à la qualité d'expertise et de rédaction de son contenu, souligné à plusieurs reprises par les acteurs de terrain, Apriles.net confère un environnement valorisant aux actions présentées et constitue un véritable outil de travail pour de nombreux professionnels et étudiants.

www.apriles.net | Plan du site | Mentions légales | Création et développement | Webmaster

**@priles**  
AGENCE DES PRATIQUES  
ET INITIATIVES LOCALES

Le portail de vos initiatives  
en développement social local

Autonomie | Insertion | Enfance/ Famille | Vie des territoires | Santé

Accueil

Les @ctions  
->Les critères d'action

twitter  
Rejoignez-nous sur Twitter

Rechercher une action

Le réseau  
Qui sommes-nous?  
Contacts

**APRILES**  
250 bis bd Saint Germain  
75007 Paris  
01 44 07 02 52

Signalez une action  
>>Cliquez pour nous signaler une initiative !

En partenariat  
cget | santé territoires services | NCIRP

**A la une**

**Collaborer pour mieux répondre aux enjeux de territoire**

Pour cette mouture de printemps, l'heure est à la collaboration et au « faire ensemble » sur tous les territoires. En commençant par l'Alsace où le **Laboratoire régional des partenariats** favorise les liens entre associations et entreprises afin qu'ensemble elles innovent aux côtés d'autres acteurs du territoire pour répondre collectivement à des problématiques locales. Même approche en Bretagne où la **Maison de l'emploi du pays de Vitré** développe un travail en transversalité de tous les services de l'emploi présents sur le territoire et une collaboration étroite avec les acteurs économiques. Dans le Gard, pour améliorer l'accompagnement des personnes âgées immigrées, le **Comité départemental d'Éducation pour la Santé (Codes 30)** impulse une dynamique territoriale de réflexion et de collaboration partenariale tout en contribuant à faire évoluer les pratiques. Plus à l'est, dans le Gers le **réseau Entour'âge** vise à lutter contre l'isolement des personnes âgées en les mettant en lien avec des bénévoles autour d'activités gratuites. Des temps partagés qui permettent de développer des solidarités de proximité générationnelles et intergénérationnelles.

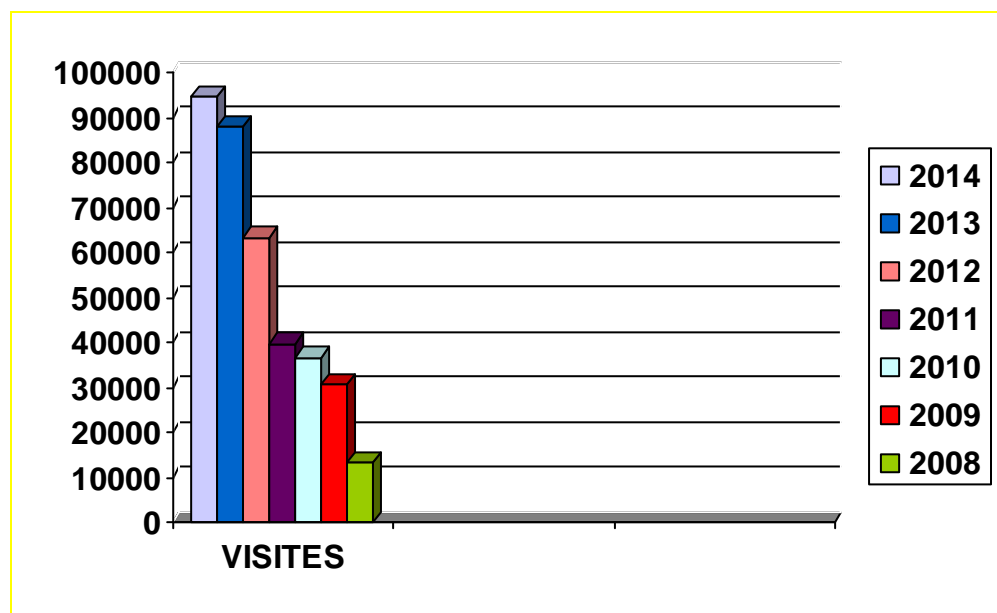
Le « faire ensemble », notre acteur du mois en a également fait son principe moteur en créant Muse D. territoires, une agence de conseil d'un nouveau genre, experte en développement local et en participation citoyenne, qui travaille à créer les conditions de la coopération sur les territoires. Habitants. élus. acteurs publics et privés. ...

**L'acteur du mois**  
Ahmed Bouzouaid :  
« Passer de l'individuel au collectif puis au collaboratif »

Le développement local, ce jeune entrepreneur en a fait son ADN. À l'issue de ses études, diplômes de sociologie et d'urbanisme en poche, Ahmed Bouzouaid s'envole pour le Canada afin de se former à l'empowerment. C'est pour lui une véritable révélation. Des lors, cette vision du développement des territoires ne le quittera plus : il décide de l'importer en France où il fait ses premières armes en créant avec deux amis une association pour la promotion de l'agriculture urbaine. Une expérience réussie qui les pousse à aller plus loin : en 2009, avec son compère Vincent Armengol, ils fondent MUSE D. Territoires, une agence de conseil d'un nouveau

Après le bond quantitatif correspondant à la mise en place du nouveau site en 2009 et la relative stabilisation de la fréquentation en 2010 et 2011, les années 2012 et 2013 se sont caractérisées par un nouveau pic de visites et de pages vues. En 2014 la tendance est encore à la hausse de la fréquentation. De plus, les inscriptions à la newsletter ont encore augmenté passant à 4570 abonnés. Depuis mars 2012, Apriles a également étendu le rayon de ses publications sur la toile avec l'ouverture d'un compte @AgenceApriles sur le site de micro-blogging Twitter. Pour

chaque nouvelle action, un tweet est envoyé. Le site a publié 244 tweets et compte près de 400 followers, parmi lesquels figurent de nombreuses collectivités locales et plusieurs réseaux nationaux. Souvent retweetés, les envois d'Apriles sont par ailleurs repris par plusieurs agrégateurs de contenus dans les champs de la gouvernance locale et de l'économie sociale et solidaire. Enfin, un logo cliquable d'Apriles demeure visible sur les sites de plusieurs institutions proches de nos sujets.



Au cours de ces déplacements les membres de l'équipe de l'Odas associé au travail d'Apriles s'attachent à présenter et à promouvoir Apriles et certaines des actions expertisées par l'agence. Ces déplacements sont aussi l'occasion de repérer de nouvelles pratiques à expertiser sur les territoires. Enfin, le Journal de l'action sociale (JAS) continue de publier chaque mois, une à deux actions, dans le cadre de sa rubrique bonnes pratiques.

## **II – L'organisation et la participation à des rencontres nationales et locales**

Dans la perspective des élections municipales, l'Odas a animé le 22 janvier 2014, avec la conférence des maires de Bretagne, une journée de réflexion sur le thème « les maires et le lien social ». En effet, la crise des liens et des repères impose de trouver sur les territoires des réponses nouvelles pour transformer l'énergie du désespoir en énergie du changement. C'est dans cette même perspective qu'une conférence a été organisée le 3 mars 2014, dans les locaux de Science-po Paris, « crise démocratique – Peut-on reconstruire la confiance ? ». Au fond, comment ressourcer la citoyenneté, la solidarité, la gouvernance ? Avec comme

point d'orgue, l'organisation d'un symposium, en collaboration avec la présidence du Sénat, le 4 juin au Sénat, « Les maires et le pacte républicain : du fronton à l'action ». Un rendez-vous particulièrement réussi avec la présence d'un très grand nombre de personnalités.

L'Odas a aussi organisé, avec le soutien des Départements participante de la recherche-action « Territorialisation et cohésion sociale » un symposium, le 13 novembre 2015 à Paris, « Trente ans de décentralisation – Bilan et perspectives – Quel avenir pour l'action sociale et médico-social ? ». Se voulant comme un incontournable moment de vérité, la réflexion a été placée dans la perspective du projet de réforme territoriale. L'odas a ainsi proposé une lecture critique de l'existant, fondée sur plusieurs de ses travaux et discutée par des personnalités qualifiées. Une manière de dresser un bilan des faiblesses actuelles mais également des opportunités qu'il importe de préserver, voire de renforcer. Puis de proposer ensuite des pistes prometteuses d'évolution pour l'action sociale de demain, nourries de l'expérience des 18 Départements qui participent à la recherche-action « Territorialisation et Cohésion Sociale » et également discutées par plusieurs experts.

Par ailleurs, l'Odas a animé les 7<sup>èmes</sup> assises de la protection de l'enfance, « Prévention, prise en charge : face au poids du système, changeons de paradigme », organisées par le JAS et les Départements du Nord et du Pas-de-Calais les 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet 2014 à Lille. Une manifestation importante non seulement par le nombre de participants (près de 2 000) mais également par l'intensité et la qualité des débats. Et l'occasion, de rapporter les résultats d'une investigation approfondie sur « l'affaire Marina », pilotée par le Défenseur des droits et menée par un collaborateur de l'Odas. Une grande première dans notre pays pour essayer de comprendre comment un tel échec est possible en dépit d'un dispositif de protection très développé.

De même l'Odas a apporté une contribution importante aux 11<sup>èmes</sup> rencontres sociales sur le thème « Soutien à l'autonomie – Du bilan aux perspectives », organisées par le JAS avec le soutien d'EDENRED à Paris le 21 novembre 2014. Une manifestation perçue par tous comme particulièrement utile au moment où la réforme du soutien à l'autonomie est engagée avec le projet de loi d'adaptation de la société au vieillissement.

Enfin, l'Odas a apporté son concours à plus d'une trentaine de manifestations organisées par des acteurs nationaux ou locaux ou des collectivités locales, voire des prix (prix OCIRP « acteurs économiques et handicap », aux Trophées de l'innovation de la Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne (FEHAP), prix AGRR – La Mondiale).



## Annexe : synthèse détaillée et quantitative de l'activité

Mise à jour : 30 avril 2015

### Réunion de groupes et de sous-groupe : 22 séances

#### Stratégies et Organisations Départementales

« Vieillesse, Handicap, Dépendance : comment sortir des schémas traditionnels ? »

14 mars 2014 (Départements de plus de 550 000 habitants) et 21 mars 2014 (Départements de moins de 550 000 habitants)

Etat		Départements		Associations		Autres		Total
1	2,4%	38	92,8%	1	2,4%	1	2,4%	41

« Adapter le travail social au nouveau contexte de précarisation de notre société »

19 mai 2014 (Départements de plus de 550 000 habitants) et 21 mai 2014 (Départements de moins de 550 000 habitants)

Départements	Total
33	100%

Animation nationale de la recherche action « Territorialisation et Cohésion Sociale »

Comité de pilotage n°5 du 14 février 2014, n°6 du 11 avril 2014, n°7 du 13 juin 2014, n° 8 du 10 octobre 2014

Etat		Départements		Autres		Total
1	5%	18	90%	1	5%	20

#### CLIDEP (commission finances et activités départementales)

Commission : 1 avril 2014 – séminaire des 6 et 7 novembre 2014

Etat		Départements		Autres		Total
1	2%	40	93%	2	5%	43

Sous-groupe : Coûts des établissements pour personnes adultes handicapées - 17 juin 2014, 16 octobre 2014

Départements	Autres		Total
18	95%	1	19

#### Enfance – famille

26 juin, 27 novembre

Etat		Départements		Associations		Autres		Total
2	9%	10	45,5%	9	41 %	1	4,5 %	22

## Autonomie

*13 février 2014, 3 juin 2014 et 24 octobre 2014*

Etat		Départements		Associations		Autres		Total
3	16%	11	58%	4	21%	1	5%	19

## Sous-groupe : personnes âgées immigrées

*06 mars 2014, 11 avril 2014, 04 juin 2014, 07 juillet 2014, 14 octobre 2014*

Etat		Départements		Villes		Associations		Autres		Total
5	27,8%	3	16,6%	4	22,2%	3	16,7%	3	16,7%	18

### **Nombre de visites sur le terrain: 13 villes et 30 Dpt**

- Ville d'Angers - étude personnes âgées immigrées, 13 février 2014
- Ville d'Antony - Conseil du Bien-Vivre ensemble à Antony, 16 octobre 2014
- Ville d'Arras - 24 septembre 2014
- Ville d'Aubagne - étude personnes âgées immigrées, 17 mars 2014
- Ville de Berrwiller, Richwiller, ... - Journée citoyenne, 24 mai 2014
- Ville de Saint-Brieuc - rencontre DGS - 22 avril 2014
- Ville de Marseille - étude personnes âgées immigrées, 15 et 16 mai 2014
- Ville de Montreuil-sous-Bois - étude personnes âgées immigrées, 27 janvier 2014
- Ville de Paris - rencontre DGA DASES - 10 décembre 2014
- Ville de Roubaix - étude personnes âgées immigrées, 2 juillet 2014
- Ville de Stains - rencontre DGS - 8 décembre 2014
- Ville et communauté urbaine de Strasbourg, politique de la ville, 28 mars 2014
- Ville de Volx - consultation sur la journée citoyenne, 6 février 2014
  
- Département des Alpes de Haute-Provence : Assises de l'action sociale départementale, 6 et 7 février 2014 (Manosque)
- Département des Bouches-du-Rhône - rencontre DGA, 25 février 2014 (Marseille) ; restitution 1<sup>ère</sup> année recherche-action, 27 mars 2014 (Marseille) ; étude personnes âgées immigrés, 15 et 16 mai 2014 (Marseille) ; 2<sup>ème</sup> phase de la recherche action Départements, 16 et 17 octobre 2014 (Marseille)
- Département du Cher - réunion DGA recherche action Départements, 17 janvier 2014 (Bourges) ; restitution de la 1<sup>ère</sup> phase de recherche action Départements 26 mai 2014 (Bourges)
- Département des Côtes d'Armor - 2<sup>ème</sup> phase de la recherche action Départements, 7 et 8 octobre 2014 (Saint Brieuc)
- Département de la Creuse - 2<sup>ème</sup> phase de la recherche action Départements, 27 et 28 mai 2014 (Guéret)
- Département des Deux Sèvres - intervention schéma protection de l'enfance, 17 janvier 2014, 17 février 2014 (Niort)
- Département de la Drôme - réunion avec DGA et VP recherche-action Départements, 13 janvier 2014 (Valence) ; 2<sup>ème</sup> phase de la recherche action Départements, 12 mai 2014 (Bourg-de-Péage)

- Département de l'Essonne - Séminaire de la DGAS de l'Essonne « De l'intervention sociale au projet social de territoire », 24 juin 2014 (Mennecy) – (+ 21 mai 2014 à Paris, 4 juin 2014 et 21 juillet 2014 à Evry)
- Département de l'Eure - 2<sup>ème</sup> phase de la recherche-action Départements, 2 et 3 octobre 2014 (Evreux)
- Département de la Gironde - 2<sup>ème</sup> phase de la recherche-action Départements, 10 et 11 décembre 2014 (Bordeaux, Castelnau, Cenon)
- Département des Hautes-Alpes – « Ateliers de l'autonomie 2014 » - 18 et 19 décembre 2014 (Gap) – (+ 10 juillet 2014 et 30 septembre 2014 à Grenoble)
- Département de Haute-Garonne - étude personnes âgées immigrés, 6 et 7 octobre 2014 (Toulouse)
- Département de l'Isère - restitution de la 1<sup>ère</sup> phase de recherche-action Départements, 7 mars 2014 (Grenoble) ; 2<sup>ème</sup> phase de la recherche-action Départements 8 et 9 juillet 2014 (Saint-Etienne de Saint-Geoirs)
- Département du Jura - 2<sup>ème</sup> phase de la recherche-action Départements 14 et 15 avril 2014 (Dole)
- Département de la Lozère – recherche-action sur la mise en œuvre de la Maison de l'autonomie, 22 septembre 2014, 1 au 5 décembre 2014 (Mende)-
- Département de Meurthe-et-Moselle – rencontre DGA recherche-action Départements 10 septembre 2014 (Nancy)
- Département du Maine-et-Loire, étude personnes âgées immigrées, 14 février 2014 (Angers) ;
- Département de la Moselle - Rencontre avec le DGA, 11 juillet 2014 (Metz)
- Département du Nord - 2<sup>ème</sup> phase de la recherche-action Départements, 18 et 19 juin 2014 (Hazebrouck et Aulnoy-lez-Valenciennes); étude personnes âgées immigrés, 1 et 2 juillet 2014 (Lille)
- Département du Pas-de-Calais - 2<sup>ème</sup> phase de la recherche-action Départements, 25 novembre 2014 (Avion)
- Département de la Vienne - 2<sup>ème</sup> phase de la recherche-action Départements, 20 et 21 novembre 2014 (Poitiers)

### **Nombre d'enquêtes : 5**

- CLIDEP : enquête annuelle sur les dépenses départementales d'action sociale > 39 départements répondant sur 40 (98%)
- CLIDEP : enquête flash sur la TICPE (Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques) > 14 départements répondant sur 40 (35%)
- CLIDEP : enquête flash sur les bénéficiaires de l'action sociale départementale > 17 départements répondant sur 40 (43%)
- Coûts des établissements pour personnes adultes handicapées : construction d'une méthodologie d'analyse d'un échantillon d'établissements pour personnes adultes handicapées > 15 départements répondant sur 18 (83%)
- Enquête de satisfaction suite au symposium du 13 novembre 2014 (108 réponses)



### **Participation à des comités de pilotage ou groupes nationaux:**

- Groupe Indicateurs sociaux départementaux (ADF-DREES-INSEE)
- Séminaire « politiques sociales locales » de la DREES, 27 février 2014 (Paris)
- Groupe d'appui réforme de la protection de l'enfance CNAPE, 4 avril 2014, 6 juin 2014, 17 octobre 2014 – Sous-groupe CNAPE fiche observatoire, 16 janvier 2014
- Comité de pilotage des EGTS, 22 juillet 2014 (Paris) ; 27 octobre 2014 (Paris) et Groupe de travail sur le développement social et le travail social collectif, EGTS, 19 septembre 2014 (Paris) ; 28 octobre 2014 (Paris) ; 18 décembre 2014 (Paris)
- Concertation sur la construction du projet de loi d'adaptation de la société au vieillissement (Mme Michèle DELAUNAY)
- Consultations sur la protection de l'enfance (Mme Laurence ROSSIGNOL)

### **Consultations:**

- Mme Michèle DELAUNAY (21 janvier 2014)
- Cabinet de Mme Neuville (1<sup>er</sup> décembre 2014)
- Cour des comptes – Président – 31 janvier 2104
- Cours des comptes - inspection sur l'aide à domicile des personnes âgées – 17 novembre 2014
- Pacte de gouvernance financier – Mission Lambert - Malvy
- Audition Sénat sur la protection de l'enfance – Février 2014
- Audition Sénat sur l'aide à domicile des publics fragiles – 5 mars 2014
- Audition MECSS – Mise en œuvre des missions de la CNSA - Assemblée nationale – 29 avril 2014
- IGAS, mission MIE, 21 mai 2014
- M. de SOUZA – responsable de programmes sociaux au Brésil – 18 novembre 2014 (Paris)
- Comité de pilotage ONED, 11 février 2014, 24 juin 2014
- DGCS, bureau enfance famille, 27 février 2014, 6 juin 2014
- Département du Maine-et-Loire, 13 février 2014 – Protection de l'enfance -
- Département de l'Ille-et-Vilaine – Audition en séance publique du Conseil Général : De l'intervention sociale et médico-sociale à la cohésion sociale – 26 septembre 2014 (Rennes)
- CAF 93 - Rencontre avec direction, 27 février 2014 (Bobigny)
- CAF Gironde (Bordeaux) – 18 septembre 2014
- Etudiants de l'INET, 8 janvier 2014
- IRTS Nord-Pas-de-Calais, 31 janvier 2014 (Loos)
- Fondation d'Auteuil – consultation par le futur DGS de la fondation (1<sup>er</sup> décembre 2014)
- Observatoire des aides humaines (Handéo)
- Observatoire de l'agisme
- Jury Prix OCIRP
- Jury Prix AG2R

### **Publications**

- « Les dépenses départementales d'action sociale en 2013 : l'impasse » - Lettre de l'Odas - juin 2014

- « Optimiser le soutien à domicile des personnes âgées – Pour une meilleure complémentarité entre les caisses de retraite et les Départements » - septembre 2014
- « Le développement social : enjeux de définition et traduction concrète », Contribution de l'ODAS aux EGTS, décembre 2014

#### **Manifestations auxquelles l'ODAS participe en tant que co-organisateur :**

- « Les Maires et le lien social » - Le 22 janvier 2014 à Pontivy. Organisé en partenariat avec la Conférence des Villes de Bretagne (150 participants)
- « Crise démocratique - Peut-on reconstruire la confiance ? » - Le 3 mars à 19h15 à Sciences-Po Paris. Organisé en partenariat avec le Master Affaires Publiques de Sciences-Po Paris (50 participants).
- 7<sup>èmes</sup> Assises de la protection de l'enfance – Lille - 30 juin et 1er juillet 2014 – Prévention, prise en charge : face au poids du système, changeons de paradigme – Organisée par le Journal de l'Action sociale, avec l'Odas et les Départements du Nord et du Pas-de-Calais (1 800 participants)
- Département du Cher - Colloque « Vivre ensemble les nouvelles ruralités », 7 novembre 2014 (Bourges)
- 11<sup>èmes</sup> rencontres sociales – Paris – 21 novembre 2014 – « Soutien à l'autonomie : du bilan aux perspectives » - Organisées par le Journal de l'Action Sociale, avec l'Odas et le soutien d'EDENRED (160 participants)

#### **Manifestations organisées par des partenaires auxquelles l'ODAS participe :**

- Département de l'Aube – Séminaire des contrôleurs de gestion – 18, 19 et 20 juin 2014 (Troyes)
- Département du Cantal – Protection de l'enfance – 4 décembre 2014
- Département des Côtes-d'Armor - rencontres départementales de l'action sociale des Côtes d'Armor, 22 avril 2014 (Saint-Brieuc)
- Département de la Creuse – Bilan du schéma départementale de l'enfance et de la famille – 7 novembre 2014 (La Souterraine)
- Département de la Lozère – Journée du pôle solidarité – 16 décembre 2014 (Mende)
- Département du Nord – Journée départementale sur le développement social - 22 mai 2014
- Adessadomicile – Angers - Intervention en protection de l'enfance dans le milieu de vie de l'enfant - 4 mars 2014
- ANCASD - Assemblée générale de l'ANCASD - 14 janvier 2014 à Paris. Discussion sur les premiers constats issus de la recherche action « territorialisation et cohésion sociale »
- ANDASS – 26<sup>èmes</sup> journées techniques – Des territoires de solidarité aux solidarités des territoires: coopérer autrement pour développer le pouvoir d'agir, 24, 25 et 26 septembre 2014 (Arras)
- ASSERDEL – Colloque sur l'avenir des Départements – Sénat – 11 septembre 2014
- CORAPE – La loi de mars 2007 sur le parcours de l'enfant : où en sommes-nous en Lorraine ? – Metz – 3 juin 2014
- DGA Solidarité des Départements de la Région PACA, 5 février 2014 (Manosque)

- CNFPT - Journée de rencontre et d'échange de pratiques professionnelles du réseau interdépartemental de Bourgogne et de Franche-Comté - 15 mai 2014 (Dijon)
- EHESP/CNSA - 26 juin 2014 - colloque les usagers dans la gouvernance des politiques publiques et des ESSMS : comment renforcer leur participation ? - (Rennes)
- ETSUP - intervention sur l'observation sociale, 30 avril 2014 (Paris)
- Colloque FEHAP - collège des Bernardins à Paris (14 janvier 2014)
- FNADEPAPE - 16 octobre 2014 (Clermont Ferrand)
- La Banque Postale - 9<sup>èmes</sup> forum national des associations et des fondations - 22 octobre 2014 - (Paris)
- Ligue de l'enseignement - rencontre nationale : refondation de l'école, deux ans...et après ? Le défi de l'éducation partagée, 27 novembre 2014 (Paris)
- Maisons familiales rurales - 10 avril 2014 (Paris)
- ONPES - L'observation territoriale de la pauvreté et de l'exclusion sociale - 15 avril 2014 (Paris)
- Colloque sur la Laïcité - 9 décembre 2014 (Dax)
- EHESP - formation des IPAS, 18 décembre 2014 (Rennes)
- Salon Age3, 18 mars 2014 à Aubagne, 2 avril à Lyon, 9 octobre à Nantes, 31 octobre 2014 à Colmar, 4 décembre 2014 à Lille (interventions sur l'innovation)
- 6<sup>ème</sup> colloque international - Enfants, familles, Etat : les droits de l'enfant en péril ? Sion (Suisse) - 22 et 23 mai 2014

### **Manifestations organisées par l'ODAS :**

- Symposium : « Les maires et le pacte républicain » - Le 4 juin au Sénat. Organisé sous le haut patronage de la présidence du Sénat (192 participants)
- Conférence de Presse - 6 mars 2014 - Le vivre ensemble, véritable enjeu du prochain mandat municipal
- Conférence de Presse - 17 juin 2014 - présentation de la lettre de l'Odas relative aux dépenses départementales d'action sociale
- Symposium : « Trente ans de décentralisation. Quel avenir pour l'action sociale et médico-sociale ? » - le 13 novembre 2014 à Paris (328 participants)

### **Accompagnement local**

- Ville d'Antony - Conseil du Bien-Vivre ensemble à Antony, 16 octobre 2014
- Département des Alpes de Haute-Provence : Assises de l'action sociale départementale, 6 et 7 février 2014 (Manosque)
- Département des Deux Sèvres - intervention schéma protection de l'enfance, 17 janvier 2014, 17 février 2014
- Département de l'Essonne - Séminaire de la DGAS de l'Essonne « De l'intervention sociale au projet social de territoire », 24 juin 2014 (Menecy) - (+ 21 mai 2014 à Paris, 4 juin 2014 et 21 juillet 2014 à Evry)
- Département des Hautes-Alpes - « Ateliers de l'autonomie 2014 » - 18 et 19 décembre 2014 (Gap) - (+ 10 juillet 2014 et 30 septembre 2014 à Grenoble)

- Département de la Lozère – recherche-action sur la mise en œuvre de la Maison de l'autonomie - 11 mars 2014 (Paris), 22 septembre (Mende), 1 au 5 décembre 2014 (Mende)
- Département du Nord - Sensibilisation au développement social - 23 janvier 2014 à Hazebrouck ; 27 janvier 2014 à Valenciennes ; 31 janvier 2014 à Lille
- Département du Pas-de-Calais – DST/ Atelier culture commune, 16 janvier 2014 (Béthune) ; DST/ Atelier culture commune, 30 janvier 2014 (Arras); Territoire de l'Artois - Le développement social territorialisé : une démarche partagée – 23 septembre 2014 (Béthune)